

« PLAN GRAND FROID » - Une nouvelle fake news à gauche

RS : *Le PS crie au scandale sur le Plan Grand Froid... Or, à ce stade, aucune décision officielle n'a été prise par la Ministre Van Bossuyt.*

Dans les faits, cette compétence a de toute manière été transférée aux Régions lors de la 6ème réforme de l'État, sous le Gouvernement d'Elio Di Rupo. Il s'agit donc d'une compétence dite « usurpée ».

Le PS oublie qu'il est à l'origine de ce transfert de compétences et propage de fausses infos.

Si la Ministre confirme cette velléité, le Gouvernement wallon, sous l'égide du Ministre-Président Adrien Dolimont, assumera ses responsabilités et s'engage à reprendre les 130.000 € de financement de cette politique pour les deux villes wallonnes concernées, Charleroi et Liège.

- Le PS dénonce la fin du subside fédéral (65.000 € par grande ville) pour les abris hivernaux, accusant le gouvernement d'« abandonner » les sans-abris. C'est faux.
- A ce stade, il n'y a eu aucune décision officielle de la Ministre de Van Bossuyt. Peut-être que, à terme, le fédéral actera la suppression de cette compétence dite « usurpée » et transférée aux Régions lors de la 6ème réforme de l'État sous le gouvernement d'Elio Di Rupo (2011-2014). Les compétences, budgets et moyens ont été transférés et le fédéral ne faisait plus qu'un appoint symbolique, jugé d'ailleurs incohérent par l'Inspection des Finances. Accuser le fédéral de se désengager relève donc de la fake news : le PS tente surtout de faire oublier qu'il est à l'origine de ce transfert de compétences.
- En tout état de cause, si le fédéral supprimait cette subvention, la Wallonie reprendra, pour les mêmes montants (65.000 € pour Charleroi et 65.000 € pour Liège), la politique que, le cas échéant, le fédéral abandonnerait.

Une nouvelle fois, le Parti Socialiste s'indigne et crie au scandale en accusant le gouvernement fédéral d'« abandonner » les plus précarisés en supprimant un financement pour le Plan Grand Froid. Mais, derrière ces slogans, se cache une réalité beaucoup plus simple : **ce dossier relève des Régions depuis la 6ème réforme de l'État conduite par un Premier ministre socialiste, Elio Di Rupo. Parler d'un désengagement du fédéral, c'est donc travestir la vérité.** Notre rôle, en tant que MR, est de rétablir les faits, d'expliquer clairement l'historique et la répartition des compétences et de montrer que le PS est en train de répandre des fake news pour masquer ses propres choix politiques passés.

1. Les faits précis

La presse a fait état que la Ministre Van Bossuyt (en charge de l'Intégration sociale et de la Politique des grandes villes), a pour projet de supprimer le subside fédéral alloué depuis plusieurs années à cinq grandes villes (Bruxelles, Anvers, Gand, Liège, Charleroi). Il s'agissait d'une enveloppe annuelle d'environ 65.000 € par ville, destinée à renforcer les capacités d'accueil hivernal dans le cadre du Plan Grand Froid. Cette suppression prendrait effet dès l'hiver 2025-2026. A ce stade, il n'y a eu aucune décision officielle de la Ministre de Van Bossuyt.

Si c'était effectivement le cas, ce serait justifié par le fait que la compétence est régionalisée depuis 2014. D'ailleurs, **l'Inspection des Finances rappelle depuis plusieurs années que l'accueil hivernal relève de la responsabilité des collectivités locales et des Régions et que le subside fédéral constituait un soutien facultatif et ponctuel.**

Les Engagés ont critiqué la suppression mais ont reconnu que la compétence avait bel et bien été transférée aux Régions. Le PS, de son côté, a immédiatement réclamé la suspension de la mesure et la convocation d'une conférence interministérielle. Mais ce discours ne tient pas compte de la réalité juridique et institutionnelle.

2. La compétence: ce que dit le droit et l'histoire

La lutte contre le sans-abrisme et la politique des grandes villes ont été régionalisées lors de la 6ème réforme de l'État négociée entre 2011 et 2014 et actée sous le gouvernement Di Rupo. Cette réforme a transféré près de 17 milliards € de compétences et de moyens vers les entités fédérées. Parmi ces compétences figuraient explicitement la politique des grandes villes et l'accompagnement des personnes sans-abri.

Un accord de coopération a été signé le 12 mai 2014 entre le fédéral, les Régions et les Communautés pour encadrer la lutte contre le sans-abrisme et organiser la répartition des rôles. L'accord confirme que la mise en œuvre opérationnelle relève des Régions et des pouvoirs locaux (notamment les CPAS), tandis que le fédéral peut, de manière ponctuelle, soutenir certaines initiatives. **En 2024, cet accord a été mis à jour, renforçant la logique coopérative mais confirmant le rôle principal des Régions.**

En Wallonie, le Plan Grand Froid est un dispositif régional officiel : il est coordonné par les services régionaux et mis en œuvre par les CPAS et associations locales. Le portail de la Wallonie l'explique très clairement. La compétence est donc sans ambiguïté. Le subside fédéral qui est aujourd'hui supprimé n'était qu'un appoint symbolique et résiduel.

3. Où est la fake news du PS ?

Le PS tente de faire croire que le fédéral abandonne une compétence qui lui incomberait encore. C'est une contre-vérité. Depuis 2014, les Régions ont reçu non seulement la compétence mais aussi les moyens financiers et humains pour organiser les dispositifs d'accueil hivernal. Parler d'un désengagement du fédéral est donc totalement fallacieux. Ce que le PS dénonce aujourd'hui, ce sont les conséquences directes d'une réforme de l'État dont il est lui-même l'auteur. C'est sous la conduite d'Elio Di Rupo, alors Premier ministre, que la compétence a été transférée aux Régions. Accuser le fédéral aujourd'hui, c'est faire semblant d'oublier cette réalité historique et institutionnelle.

4. Mini FAQ

Q: Le fédéral coupe-t-il dans l'humanitaire ?

R: Non. Il met fin à un subside facultatif dans une matière qui est régionalisée depuis plus de dix ans.

Q: Qui doit financer les lits supplémentaires ?

R: Les Régions et les communes, comme prévu depuis la 6e réforme.

Q: Que propose le MR ?

R: Maintenir la continuité de l'accueil via les budgets régionaux: zéro lit perdu cet hiver.

5. Conclusion

La suppression du financement fédéral ne constitue pas un abandon mais le respect de la répartition des compétences telle qu'elle a été définie sous le gouvernement Di Rupo. C'est une réforme voulue et votée par le PS qui en a assumé la responsabilité à l'époque. Aujourd'hui, les socialistes crient au scandale pour masquer leurs propres choix et induisent la population en erreur. Le MR, lui, assume la vérité : les Régions doivent prendre leurs responsabilités et garantir que personne ne dormira dehors cet hiver. Nous voulons des solutions structurelles, pas des polémiques politiciennes.